

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cnepmartinique@gmail.com

EDITORIAL

C'EST POUR LE POUVOIR DE VIE QUE NOUS DEVONS NOUS BATTRE !

A l'approche des dernières élections présidentielles françaises, Marine LEPEN et Emmanuel MACRON, ont tous deux brandi l'appât magique qui, selon eux, pourrait rallier des électeurs : « Nous augmenterons le Pouvoir d'achat ! ». Ils avaient bien conscience que, dans un contexte où tous les sondages annonçaient une forte abstention, les Français étaient préoccupés, plus que tout, par l'augmentation du coût de la vie, par l'impossibilité grandissante pour eux de payer leurs factures et, au bout du compte, par la dégradation de leurs conditions de vie. On aura constaté que, dans toutes les élections, les politiciens opportunistes en quête de mandat s'engagent à défendre ce fameux « pouvoir d'achat ».



Mobilisation historique du Peuple Martiniquais contre la vie chère en 2009

Dans le système capitaliste que les occidentaux ont pu imposer au niveau mondial, tout est soumis au règne de l'argent. La hausse des salaires et la diminution des prix se retrouvent très souvent au cœur des revendications populaires. La question du « pouvoir d'achat » est donc un enjeu important. Mais, quand des couches exploitées y voient l'espoir de disposer des moyens de mieux vivre, les intentions des représentants du système sont bien différentes. Il s'agit pour ces derniers d'entretenir

l'illusion que par un tel biais, on pourrait réussir à améliorer ses conditions de vie.

1 - Les dessous idéologiques de la notion de « Pouvoir d'achat »

* En réalité, la notion de « pouvoir d'achat » fait partie de l'arsenal idéologique mis en place par les profiteurs du système afin de contenir les luttes populaires dans des ornières et d'assurer la pérennité de leur domination.

C'est ainsi que leurs économistes, leurs journalistes, leurs politiques et leurs alliés sociaux-démocrates infiltrés dans le mouvement syndical sont mobilisés en permanence pour persuader les classes populaires que leur sort ne pourra être amélioré que lorsque « la croissance sera au rendez-vous », et « quand « l'augmentation du PIB le permettra ». Bref, il faudrait croire en la fable du « ruissellement » et ne pas s'attaquer au système. Eh bien ! L'histoire de la lutte des classes nous enseigne que Jamais les grands capitalistes et leurs multinationales n'ont invité les travailleurs à partager les profits astronomiques qu'ils engrangent en période de prospérité. Ce sont les mobilisations, les grèves, les occupations d'entreprises qui ont permis toutes les avancées sociales dont ceux-ci bénéficient, avancées qui sont, d'ailleurs, constamment remises en cause par les politiques ultralibérales, et cela, que la



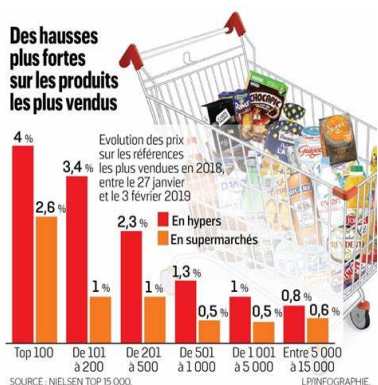
*** Derrière la notion de « pouvoir d'achat » se cache aussi un dangereux piège idéologique : Il consiste à ancrer dans les consciences l'idée que pour être heureux, il faut pouvoir acheter tout ce dont on a envie.**

Personne ne pourra nier que le totalitarisme de la publicité attise des désirs incontrôlés de possession et pousse à la consommation de choses non essentielles à la vie (au détriment de la satisfaction des besoins vitaux). Cette incitation perverse nourrit « la société de consommation » avec toutes les conséquences désastreuses qu'a celle-ci, notamment sur la santé des personnes, sur le vivant et sur l'environnement.

2 – La condition indispensable au « vivre mieux » : changer de système !

Les ressources et les richesses actuellement disponibles sur terre ainsi que le haut niveau de développement atteint aujourd'hui par les technologies suffiraient très largement à assurer des conditions de vie dignes pour toutes les populations. Il est tout-à-fait possible de garantir des revenus corrects à tous par un partage équitable des fruits du travail social. Il est tout-à-fait possible de mettre au service de tous des services publics gratuits et de qualité. Mais cela, les prédateurs impérialistes et les vampires capitalistes ne le permettront jamais, car leur opulence se nourrit de la misère des peuples.

Aussi, tournant le dos à l'Arlésienne du « pouvoir d'achat », c'est pour le « Pouvoir de vie » que nous devons nous battre. Ce pouvoir-là, nous ne pourrions l'obtenir qu'en combattant pied à pied les politiques ultralibérales et en éradiquant le système capitaliste.



haussées par l'augmentation du coût de la vie. Cela d'autant plus que la destruction des services publics orchestrée par les gouvernements adeptes de l'ultralibéralisme contraignent les populations à se rabattre sur le secteur privé. Or, en système dit libéral, les capitalistes sont entièrement libres de fixer les prix des marchandises et des services qu'ils mettent sur le marché ; ils investissent uniquement quand cela leur est profitable. Les couches populaires, ne disposant pas de revenus suffisants, sont alors privés d'accès à ce qui est indispensable à leur vie. Les quelques mesures démagogiques annoncées en période électorale (Chèque de 100 euros, ristourne sur le prix des carburants, etc) ne sont que de la poudre aux yeux. Les gouvernements, contrôlés par les capitalistes, n'imposeront jamais à ces derniers la fixation de prix équitables, pas plus qu'une juste répartition des richesses sociales.



INITIATIVES ALTERNATIVES

« L'OCCUPATION NE CESSERA PAS TANT QUE NOS REVENDICATIONS NE SERONT PAS SATISFAITES. »



« *L'occupation ne cessera pas tant que nos revendications ne seront pas satisfaites !* » : ce sont les propos exprimés par une des combattantes que nous avons interrogée lors de notre reportage. Et, en effet, la détermination de ces travailleurs ne faiblit pas. Les soignants, pompiers, et autres corps de métiers victimes de la politique scélérate des autorités françaises et de leurs administrations, sont mobilisés depuis le 17 juillet 2021. Parce qu'ils s'opposent à l'obligation vaccinale, en réalité à l'injection d'un produit expérimental, ils ont été suspendus, sans salaire

et sans indemnité. Cette politique irresponsable jette des centaines de familles dans la précarité et la détresse ; elle entrave aussi gravement l'accès au soin pour l'ensemble de notre peuple.



Le camp est devenu un espace d'accueil pour tous ceux, venant de toutes les communes, qui souhaitent porter leur aide et manifester leur soutien. La C.C.I.M. a traîné les syndicats devant les tribunaux pour aider les autorités françaises à rendre invisible la lutte des travailleurs contre l'obligation vaccinale et le licenciement des personnels. La manœuvre a échoué puisque les occupants se sont installés de l'autre côté du rond point et, depuis le début d'avril, ils y ont installé le « Village de la Résistance ».

C'est depuis le 23 novembre 2021 que ce camp de la Résistance s'est installé à l'entrée du port, au rond point de la Présence Africaine, pas loin du stade de Dillon. Depuis le début de l'occupation, les résistants s'organisent pour assurer une présence permanente 24/24 heures. Ils ont mis sur pied des ateliers de soutien psychologique, de musicothérapie, de massage, de jardinage, d'apprentissage à l'écriture du créole, des activités pour les enfants des suspendus. Ils ont organisé la distribution de « paniers solidaires », des Bokantaj », des projections de films.

Nous nous joignons à l'appel qui est fait à tous ceux et toutes celles qui, par des dons en nature (ravitaillement pour les familles, matériaux pour l'aménagement), des coups de mains, (etc.) peuvent contribuer à l'aménagement du « Village de la Résistance » toujours en cours. Car, ce village doit devenir un phare pour tous les compatriotes conscients de l'importance de ce combat. Il s'agit d'imposer le respect des droits des travailleurs et de la liberté de choix individuels. Il s'agit aussi de garantir l'accès aux soins pour notre peuple. Notre lutte doit aboutir à la réintégration et au paiement des salaires de tous les suspendus.



N'hésitez pas à contacter les résistants du village !

***Contact téléphonique :
0696 25 92 88.***



■ EQUATEUR : Et une victoire de plus !

Nous vous proposons des extraits de l'article que nous avons reçu de nos camarades du PCMLE (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de l'Equateur) qui rend compte de la puissante mobilisation populaire qui depuis le 13 juin a eu cours dans le pays contre la politique du Président Guillermo Lasso et qui s'est conclue par une victoire du Peuple équatorien.



« Des dizaines de milliers d'indigènes, de travailleurs, de paysans, de jeunes, d'étudiants, de femmes, d'habitants des quartiers populaires, de chômeurs, de commerçants sur les marchés et de vendeurs des rues protestent dans tout le pays, car il n'est plus possible de continuer à supporter la cherté de la vie, la pauvreté, la faim qui menace les foyers, le manque de travail, les bas salaires, l'impossibilité d'accéder à la santé et à l'éducation. (...) »

« La lutte s'est généralisée après le lancement de l'appel de la Conaie (*Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur*) à une protestation, progressive et indéfinie, pour exiger du gouvernement qu'il applique une plateforme en 10 points qui reprend les aspirations de la grande majorité du peuple équatorien. Entre autres points : le gel des prix des combustibles ; un moratoire auprès des banques pour les personnes endettées et celles en difficultés économiques ; des prix justes pour les productions agricoles ; une amélioration de l'emploi et des droits du travail ; la non augmentation de

l'extraction minière et productiviste ; l'augmentation des budgets pour la santé et l'éducation ; un contrôle des prix et de la spéculation sur les produits de première nécessité ; la sécurité et la mise en œuvre de politiques publiques pour freiner la vague de violence et la délinquance qui frappe le pays. La lutte indigène et populaire a soulevé les villes de Latacunga, Otavalo, Quito, en premier lieu ; ensuite elle s'est généralisée. (...) »

L'état d'exception décrété par le gouvernement pour freiner la protestation. La mobilisation de nombreuses troupes de l'armée et de la police n'a pas pu freiner ni les actions de lutte développées dans toutes les provinces ni l'arrivée à Quito de la marche forte d'importants contingents d'hommes et de femmes. (...) »

Après plus de 15 jours de mobilisation dans tout le pays et la mort de 8 manifestants, Guillermo LASSO a dû céder sur les principales revendications et fixer un calendrier pour poursuivre les négociations.



■ COLOMBIE : Un tournant historique !

C'est depuis deux siècles que la droite contrôlait sans partage le pouvoir en Colombie. Représentant les classes aisées, entretenant des liaisons malsaines avec les trafiquants d'armes et de drogue, les dirigeants successifs du pays ont systématiquement réprimé le peuple colombien. La situation ne s'est pas améliorée après les accords de paix signés avec les guérillas. Les escadrons de la mort liés au gouvernement ont déclenché une campagne d'assassinats des militants politiques et du mouvement social. Les



résultats des élections présidentielles du 19 juin dernier constituent un véritable tournant historique pour le pays.

Appuyé par une large alliance de gauche (le Pacte historique), Gustavo PETRO a été élu avec 50,50 % des suffrages. Dans sa jeunesse, il a été membre de la guérilla (M-19). Après la dissolution de l'organisation en 1990, il s'est engagé dans le combat politique, a été élu député, sénateur, puis maire de la capitale Bogota. Sa vice-présidente, Francia Marquez, est une militante afro-descendante écologiste, engagée dans la défense des droits des communautés d'origine africaine, et des droits des femmes. Cette victoire électorale fait suite à de puissantes mobilisations populaires contre les violences, les discriminations et la cherté de la vie.

Il est évident que les classes dominantes réactionnaires et les mafias colombiennes se mobiliseront pour déstabiliser le gouvernement et s'opposer à toute transformation sociale progressiste. En cela, elles seront à coup sur appuyées par les impérialistes états-uniens qui n'accepteront pas de voir échapper de leur tutelle ce pays qui constituait leur base principale pour imposer leur domination à toute la région. Mais, elles ne pourront pas endiguer indéfiniment les luttes populaires qui, en Colombie comme dans le centre et le sud du continent, continuent à se renforcer.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.investigacion.net/fr/> / *Restitution des dépouilles de Patrice Lumumba : le gouvernement belge assume-t-il ses responsabilités ?* Par Ludo De Witte

* <https://www.mondialisation.ca/> / « Seuls 3 types de profils résistent au déferlement totalitaire » par Ariane Bilheran



LA BELLE FAMILLE EUROPEENNE SE REUNIT AUTOUR DE SES “ VALEURS DEMOCRATIQUES ”

A en croire la propagande des médias occidentaux, ce sont les valeurs démocratiques européennes qui sont défendues en Ukraine. Tout doit être fait pour fournir des milliards et des armes performantes à ce membre de la famille qui est menacé. L'Union Européenne se réunit en urgence pour avaliser le statut de candidat à l'adhésion de l'Ukraine et son Président Zélenky est devenu l'incarnation de la paix et de la démocratie, la star de toutes les visioconférences internationales. Ce ne sont pas les Palestiniens, massacrés depuis 70 ans par l'armée d'occupation israélienne, qui bénéficieraient d'un tel élan de solidarité ! Imaginez-vous ! Chefs d'état et de gouvernement, venant de France, d'Allemagne, d'Italie, de Roumanie, du Royaume-Uni, de Lettonie, de Lituanie, d'Estonie, défilent pour marquer leur cohésion et leur indéfectible soutien.

Dans le présent article, nous souhaitons rappeler à la mémoire de tous ce qui se disait de certains membres de la famille avant l'invasion par l'armée russe. Nous parlons de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Pologne, de la Hongrie et de ... l'Ukraine. Depuis, la famille s'est réunie autour de ses vraies valeurs, entre autres le devoir d'obéissance à l'impérialisme US.



N.B. Après avoir repéré la situation des pays dont nous parlons dans cet article, on peut se reporter à la carte présentant le positionnement des bases de l'OTAN publié dans « Jik An Bout » N°194. On comprendra alors les véritables raisons de la guerre en Ukraine : c'est la manifestation d'un affrontement entre puissances rivales qui se fait sur le dos du Peuple Ukrainien.

Concernant la Roumanie et la Bulgarie

En Février 2008, deux rapports de la Commission Européenne critiquaient le retard de ces deux pays en matière de lutte contre la corruption et la criminalité, notamment celles qui touchent la sphère politico - administrative. La Commission, pointant du doigt les faiblesses dans la réforme du système judiciaire et dans la lutte contre le crime organisé



menaçait de prendre des sanctions à leur encontre. En 2018, la Cour européenne des droits de l'homme a établi que la Roumanie avait bien accueilli sur son territoire un centre clandestin de détention de la CIA et qu'elle était complice des actes de torture et de disparition forcée. Plus récemment, Amnesty International et plusieurs ONG rapportaient que « les droits des femmes et des immigrés sont largement bafoués » et s'inquiétaient « des limites apportées à l'exercice des droits à la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression. La presse a dénoncé le renvoi forcé illégal et brutal de réfugié·e·s et de migrant·e·s aux frontières du pays. Les Roms et les personnes LGBTI ont cette année encore subi des discriminations systémiques. L'enquête sur la « restitution » illégale aux mains de la CIA et la torture d'Abd al Rahim al Nashiri a été close.»

Concernant la Pologne

Contentons-nous de citer un extrait d'un article du Figaro daté du 01/05/2021 qui relaie les propos du Médiateur polonais des droits civiques « Adam Bodnar (qui) reproche à l'UE ses lenteurs à réagir aux violations de l'Etat de droit par le gouvernement conservateur nationaliste, avertissant que la Pologne risque de devenir un pays » non démocratique » ... « Le parti Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015, « marginalise le rôle du parlement, a soumis en grande partie la Cour constitutionnelle, le parquet, les médias publics, ainsi que certaines institutions judiciaires ».

Faut-il aussi rappeler que la Pologne ne reconnaît plus la suprématie du droit européen et qu'elle a été condamnée, le 27 octobre 2021, par la Cour de Justice Européenne à une astreinte d'un million d'euros par jour pour non-respect de la décision de justice qui avait ordonné la

cessation immédiate des activités de la chambre disciplinaire de la Cour suprême polonaise. Belle famille en vérité !

Concernant la Hongrie

C'est le 12 septembre 2016 que le Parlement européen votait une résolution (non contraignante) condamnant la dégradation continue de l'état de droit et des droits fondamentaux en Hongrie. la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qualifiant une nouvelle loi qui discriminait les personnes LGBTI+ de honteuse a menacé d'entamer contre la Hongrie une procédure d'infraction aux traités européens, pouvant mener à des sanctions financières.

Concernant l'Ukraine

Voilà ce que disait une commission d'investigation à La commission de Bruxelles en septembre 2021 : « La grande corruption et la captation de l'État » minent



Mobilisation populaire contre les atteintes des droits des femmes en Pologne.

l'Ukraine depuis de nombreuses années. Dans le cadre de notre audit, nous nous sommes attachés à évaluer si l'aide apportée par l'Union européenne dans ce pays a permis de lutter efficacement contre la grande corruption. Nous avons constaté que ce fléau reste un problème majeur en Ukraine en dépit d'initiatives prises par l'UE pour réduire les possibilités de corruption. Nous formulons plusieurs recommandations visant à améliorer le soutien de l'Union, et préconisons notamment de concevoir et de mettre en oeuvre des actions spécifiques non seulement pour s'attaquer à la grande corruption (y compris la structure oligarchique), mais également pour contribuer à lever les obstacles à une concurrence libre et loyale. »

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), quant à lui, a rendu public un rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine pour la période du 1^{er} février au 31 juillet 2021 (donc avant l'intervention de l'armée russe.) « Pour la période du rapport, le nombre de victimes civiles causées par les activités militaires dans le Donbass a augmenté de 51% par rapport à la

période précédente, atteignant 62 civils tués et blessés. 81% des civils décédés ont été tués par des bombardements de l'armée ukrainienne. Près de 80% des impacts pour la période du rapport ont eu lieu précisément sur le territoire des républiques du Donbass. L'armée ukrainienne a visé plusieurs sites d'infrastructure civile: dix sites d'approvisionnement en électricité, sept établissements scolaires, un établissement médical, plusieurs sites d'approvisionnement en eau et en gaz.

Le rapport critique le projet de loi élaboré par le cabinet ukrainien sur la "période de transition". Selon cette loi, en cas d'adhésion du Donbass à l'Ukraine, Kiev compte lancer des répressions contre tous ceux qui ont travaillé dans les établissements publics de Donetsk et de Lougansk, d'y procéder à une "décommunisation" et à une "ukrainisation". Selon Matilda Bogner, "la justice de la période de transition peut devenir une pierre d'achoppement pour un règlement total du conflit".

« Une grande partie du rapport est consacrée aux violations des droits de l'homme commises par le régime de Kiev sur les territoires qu'il contrôle. Le HCDH a constaté sept attaques contre les

opposants à l'ukrainisation.

L'ONU exige du régime de Kiev d'adopter une loi spéciale sur les minorités nationales. La loi dite sur les peuples autochtones ne convient pas aux représentants de l'ONU, mais ils sont incapables d'influer sur la situation. (...) »

Avant l'invasion de l'armée russe, la liberté d'expression était bafouée. Plusieurs chaînes et médias en ligne avaient été interdits. Les groupes d'extrême-droite qui attaquaient les militants écologistes et les défenseurs des droits des femmes jouissaient d'impunité. Plus grave, une mission de l'ONU a rapporté qu'en Ukraine « Le Service de sécurité ukrainien (SBU) continue de recourir à la torture forçant les habitants capturés du Donbass à la coopération. Les interpellés sont passés à tabac, se retrouvent avec de fausses preuves matérielles placées par la police. Ce qui signifie que les prisons secrètes du SBU, mentionnées par Amnesty International et Human Rights Watch, n'ont pas disparu et fonctionnent toujours. »

Vivement que l'Ukraine rejoigne la belle famille de l'Union Européenne et de l'OTAN !

PAWOL FONDOK

Quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent.

Jean-Paul SARTRE





LA SEQUENCE ELECTORALE EST TERMINEE, QUE FAUT-IL EN RETENIR ?

Nous reproduirons ci-dessous la déclaration publiée par le CNCP le 1^{er} Mai 2022 dans laquelle l'organisation présente son analyse au lendemain des présidentielles françaises. Mais en premier lieu, nous ferons quelques commentaires concernant les élections législatives.

1- Aux législatives, comme aux présidentielles, la nature structurelle de l'abstention s'est confirmée. 74,29 % des électeurs inscrits n'ont pas participé au scrutin !

2- Les deux blocs principaux dont l'opposition rythmait la vie politique du pays ont connu un sérieux revers. Les candidats du « GRAN SANBLE », qui gravite autour du MIM, ont tous été éliminés. Même leur chef de file, Alfred MARIE-JEANNE, a été largement battu par le candidat du nouveau parti « PEYI-A. Dans 3 des circonscriptions les candidats de « l'ALLIANCE » impulsée par le PPM n'ont pas accédé au deuxième tour et si le PPM remporte la victoire à Fort-de-France, c'est avec un score très diminué par rapport aux législatives précédentes.

3- Comme nous l'avions annoncé, les résultats obtenus par les candidats présentés par l'extrême-droite sont venus confirmer très clairement que ceux qui prétendaient que le Peuple Martiniquais adhérerait

« massivement » aux idées d'extrême-droite étaient de piètres analystes ou des gens mal-intentionnés.

A ceux qui veulent faire croire que le peuple martiniquais avalise l'extrême droite

sur 303.661 inscrits

partis	suffrages	représentativité
RN (Le Pen)	2010	0,66 %
RECONQUÊTE (Zeimour)	503	0,16 %
PATRIOTE (Philippot)	212	0,07 %
total	2725	0,89 %
Ensemble (Macron)	783	0,26 %

4 - Les 4 députés élus sont Marcellin NADEAU, Jean-Philippe NILOR (PEYI-A), Giovany WILLIAM (Sans étiquette) et Johnny HAJAR (PPM). Tous siègeront dans les rangs de la NUPES. Ils ont annoncé leur intention de travailler ensemble dans l'intérêt de la Martinique.

RIEN NE POURRA ARRETER LA ROUE DE L'HISTOIRE

Contribution du C.N.C.P. - 1^{er} Mai 2022

Étouffée la contestation contre les mesures liberticides et scélérates qui nous ont été imposées sous couvert de crise sanitaire ! Escamotées les exigences de réparation par l'État français et les grands planteurs coupables du crime conscient d'empoisonnement de notre peuple, du sol et des eaux de notre pays ! Au placard la dénonciation des prix abusifs, du génocide par substitution, des violences policières et judiciaires, travers liés à la domination coloniale de la France qui sévit dans notre pays.

Après tous ces derniers mois au cours desquels politiques intégrés et médias du système ont démagogiquement orienté les attentions sur les élections présidentielles, voilà que ceux-ci s'échinent à placer le thème des élections législatives de juin au centre des réflexions et des débats.

Nous voudrions faire prendre conscience à tous qu'une vision biaisée du rôle des élections dans l'avancée de l'histoire atrophia l'opinion de beaucoup. Nombreux sont ceux et celles dont les analyses sont le fruit d'un conditionnement cultivé par les tenants de la pseudo-démocratie française. Cela concerne, hélas, des personnes de haut niveau intellectuel ou aspirant réellement à l'émancipation.

Pour appréhender valablement la réalité et porter de vraies solutions à nos problèmes, il est essentiel que nous nous appuyions sur des grilles d'analyse alternatives. Nous illustrerons ce point de vue à partir de commentaires qu'ont suscités les résultats des récentes élections présidentielles françaises en Martinique.

Au lendemain du premier tour, ce qui a été mis en avant, c'est « le choix massif des électeurs Martiniquais pour Mélenchon ! » Après le deuxième tour, une cohorte de commentateurs a martelé que « la Martinique a voté massivement pour l'extrême droite » déplorant « l'incohérence des Martiniquais qui avaient chassé Jean-Marie LEPEN en 1987 et en 1997 » et, qui plus est, seraient « passés d'un extrême à l'autre en l'espace de quinze jours ! ». Tous se perdent en conjectures et, comme il fallait s'y attendre, ceux qui ont pour religion de dénigrer le Peuple Martiniquais s'en donnent à cœur joie : « Ils sont dégoûtants ces gens. ! Vous vous rendez compte, ils ont voté pour l'extrême droite ! Ils ne méritent pas qu'on se batte pour eux ! »

Eh bien ! Tous ces propos, totalement déconnectés de la réalité politique martiniquaise, assis sur la manipulation des chiffres,

sont en distorsion avec ce que disent vraiment les résultats.

(...) En rapportant le score obtenu par les différents candidats au nombre des inscrits, on se débarrassera de la vision idéologisée dans laquelle on veut nous enfermer en agitant comme une muleta des pourcentages de suffrages exprimés.

Au premier tour, les douze candidats, ensemble, ne cumulaient que 40,4 % des inscrits et au deuxième tour, Macron et Lepen en totalisaient 39,36 %.

Cela indique que, dans son écrasante majorité, le Peuple Martiniquais a valablement résisté à la débauche de propagande et aux chantages mis en œuvre par les médias français. Il a réagi en fonction de son vécu, de sa vision et de ses intérêts propres.

Arrêtons-nous sur le taux extrêmement important de l'abstention. Tous les commentateurs ont été contraints de reconnaître qu'il appelait à réflexion, sans pour autant en mettre à jour la véritable signification. Bien sur, on a ressorti les poncifs des « bons citoyens qui ont rempli leur devoir » et des « abstentionnistes qui, n'assumant pas leur responsabilité, sont les vrais responsables de toutes les dérives ». Cela fait partie du « récit » de la démocratie Bourgeoise. En vérité, si les peuples s'abstiennent, partout et de plus en plus, aux élections, ce n'est ni



par « absence de civisme », ni simplement par « désamour » à l'égard d'une classe politique défaillante ;

c'est essentiellement parce qu'ils se détournent, avec juste raison, de la démocratie dite représentative conçue par le système et qui a largement prouvé qu'elle n'ouvrait la voie ni à leur souveraineté, ni à leur émancipation.

Parlant maintenant de la soi-disant « progression spectaculaire de l'extrême-droite en Martinique », nous affirmons qu'il ne s'agit là que d'un leurre.

Oui ! Il y a bien des électeurs qui, chez nous, partagent les idées racistes et xénophobes du Rassemblement National. Le comportement des descendants des colons esclavagistes et d'un grand nombre « d'expatriés » vivant dans notre pays ne laisse aucun doute à cet égard. D'ailleurs, nous serions curieux de savoir pourquoi, dès le lendemain des résultats en France, certains médias répercutent des statistiques précisant les pourcentages de catholiques, de musulmans, d'ouvriers, de jeunes (etc.) qui ont voté pour tel ou tel candidat, alors que chez nous on n'investigue pas sur le vote des gens nés dans « l'hexagone » ou membres de la caste dominante.

Mais, au-delà de cette base sociale, dont on sait les motivations, il faut reconnaître l'existence d'une frange de Martiniquais faisant partie des couches populaires, qui s'est laissé attirer par les sirènes de la xénophobie et qui a voté sur cette base là

pour Marine LEPEN. Cela est déplorable certes ; mais Il est clair pour tout analyste sérieux qu'il s'agit là des conséquences de la désinformation et des manœuvres de division venant des classes dominantes ; cependant, nous le maintenons fermement, ce n'est absolument pas le cas de la majorité de notre peuple. Ceux qui spéculent sur l'existence du vote « d'adhésion des Martiniquais aux idées de Marine Lepen » s'en rendront bien compte au lendemain du premier tour des élections législatives de Juin, en évaluant les résultats des candidats présentés par le Rassemblement National.*

Non ! Les votes qui se sont portés sur Marine LEPEN ne traduisent absolument pas une progression de l'extrême droite au sein du Peuple Martiniquais ! On peut comprendre les interrogations et les inquiétudes exprimées par ceux qui savent ce que sont le fascisme et le nazisme, et qui, en Europe, en ont subi les atrocités dans leur chair. Qu'ils se rassurent. Les couches populaires qui ont voté pour Mélenchon puis pour Marine LEPEN avaient pour préoccupation essentielle de chasser à tout prix « l'emmerdeur » avec sa dictature « sanitaire », son mépris à l'égard des victimes de l'empoisonnement aux pesticides, son saccage des acquis sociaux ! C'est exactement ce que les politologues appellent le « vote utile » !

Il faut également prendre en compte le fait que, comme

ailleurs, dans notre pays l'opinion des populations a été dévoyée par la propagande prétendant que les idéologies avaient disparu, par la dépolitisation des « citoyens » ainsi que par le sabotage des services publics dispensant culture et éducation.

D'autre part, nous entendons dénoncer l'hypocrisie de tous ceux qui veulent faire croire que l'extrême-droite et le fascisme sont l'apanage exclusif du Rassemblement National ou de la bande de Zémour. Comme l'a dit Bertolt Brecht : « Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise. » et de fait, ce cancer a déjà largement gangrené les partis représentant les classes dominantes françaises.

De Macron à Dupont-Aignan, en passant par Pécresse et autres « Républicains », tous véhiculent des idées suprématistes et colonialistes, défendent des politiques liberticides et anti-sociales, mettent en œuvre des mesures anti-immigrés. Notre conviction d'anti-colonialistes, qui luttons pour l'indépendance nationale, c'est que « *yo tout sé menm bèt, menm pwèl* » !

L'autre forfaiture que nous voulons dénoncer à travers cette contribution est celle qui consiste à persuader l'opinion que les élections sont déterminantes pour l'évolution de la société ou d'un pays. Si l'on peut admettre que celles-ci permettent d'évaluer le rapport de forces entre partis politiques à un moment donné et que les orientations politiques des vainqueurs sont de nature à impacter plus ou moins les situations, il reste indéniable



que ce sont principalement l'évolution des contradictions entre les classes dont les intérêts sont antagoniques et les mobilisations populaires qui font tourner la roue de l'histoire. Nous sommes précisément à un moment où la remise en cause du système dominant se généralise et ce n'est pas un hasard si, comme nous le disions plus haut, la pseudo-démocratie représentative est remise en cause. Pendant ces dernières décennies, on a vu nombre de dictateurs et de présidents mal élus renversés par des mobilisations populaires dans le monde. Des parlements régulièrement élus ont été investis - parfois même sous l'instigation des

« démocraties » occidentales (cf. les fameuses « révolutions » dites de couleur) - et de nouveaux pouvoirs leur ont succédé. Les élections seront de moins en moins déterminantes dans ce contexte.

Notre pays, comme le reste du monde, se trouve dans une phase d'extrême instabilité. Aux

énormes difficultés liées à la domination coloniale que nous subissons, viennent s'ajouter les conséquences de la guerre en Ukraine, guerre qui n'est que l'amorce d'un conflit de plus grande envergure. L'heure n'est plus aux illusions électoralistes.

Continuons à écrire notre propre histoire.



Déboulonnage par des militants de la Statue de Desnambuc, massacreur de la population autochtone de Jouanacaera et premier organisateur de la colonisation Française dans l'île.*

(Ancien nom de la Martinique)*

AGENDA

SORTIE TRADITIONNELLE DU CNCP ET DE JIK AN BOUT

DIMANCHE 17 JUILLET 2022

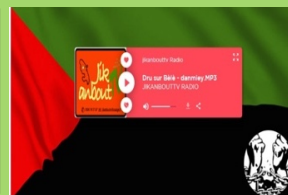
Programme :

- * Marche découverte
(Départ du port, symbole du mal-développement de notre pays et arrivée au Village de la Résistance, en passant par Volga, un quartier né du courage populaire.)
- * Repas convivial

R.V. 7 h 30

Rond-point de la Présence Africaine (F-de-F)

Renseignements : 0696.332.632



Radio Jik An Bout

Liën : <https://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★

CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78

0696 33 26 32.

★★★

Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

